

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE
DE COMTÉ DE MASKINONGÉ**

AVIS PUBLIC

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné par Pascale Plante, directrice générale et secrétaire-trésorière de la Municipalité régionale de comté de Maskinongé, que le conseil municipal a adopté le règlement suivant lors de la séance régulière du conseil municipal, tenue le quatorzième jour du mois d'avril deux mille vingt-et-un (2021-04-14)

Règlement numéro 279-21 relatif au traitement des membres du conseil

Ledit règlement peut être consulté au bureau de la Municipalité régionale de comté de Maskinongé, sis au 651, boul. Saint-Laurent Est, à Louiseville et sur son site internet au www.mrc-maskinonge.qc.ca/mrc/politiques/cat_view/26-reglements.html.

DONNÉ à Louiseville, ce quinzième jour du mois d'avril deux mille vingt-et-un (2021-04-15).



Pascale Plante,
Directrice générale et
Secrétaire-trésorière

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE
DE COMTÉ DE MASKINONGÉ

RÈGLEMENT NUMÉRO DEUX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (279-21)

TITRE : **RÈGLEMENT RELATIF AU TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA MRC DE MASKINONGÉ**

ATTENDU QUE la *Loi sur le traitement des élus municipaux (RLRQ, c. T-11.001)*, détermine les pouvoirs du conseil en matière de fixation de la rémunération;

ATTENDU QUE, la municipalité régionale de comté de Maskinongé (ci-après : la « MRC ») a adopté le 14 août 2019, un règlement fixant la rémunération de ses membres;

ATTENDU QU'il y a lieu, en conséquence, d'abroger et de remplacer le Règlement numéro 270-19 fixant la rémunération des membres du conseil adopté par la MRC;

ATTENDU QUE le projet de règlement relatif au présent règlement a été présenté, déposé lors de la séance du conseil du 10 février 2021 et qu'un avis de motion a été donné à cette même date;

ATTENDU QU'un avis public a été publié conformément aux modalités de l'article 9 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*;

EN CONSÉQUENCE :

106/04/2021 Proposition de Robert Gauthier, maire de Saint-Élie-de-Caxton, appuyée par Barbara Paillé, mairesse de Sainte-Angèle-de-Prémont ;

Et résolu unanimement, incluant la voix du préfet, que le présent règlement soit adopté et qu'il soit ordonné et statué comme suit :

ARTICLE 1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2. OBJET

Le présent règlement fixe la rémunération pour chaque membre du conseil de la M.R.C., pour l'exercice financier de l'année 2021 et les exercices financiers suivants.

ARTICLE 3. RÉMUNÉRATION DU PRÉFET

La rémunération annuelle du préfet est fixée à 19 434 \$ pour l'exercice financier de l'année 2021.

ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION DU PRÉFET SUPPLÉANT

La rémunération annuelle du préfet suppléant est fixée à 5 300 \$ pour l'exercice financier de l'année 2021.

Advenant le cas où le préfet suppléant remplace le préfet pendant plus de trente (30) jours, le préfet suppléant aura droit, à compter de ce moment et jusqu'à ce que cesse le remplacement, à une somme égale à la rémunération du préfet pendant cette période.

ARTICLE 5. RÉMUNÉRATION DES AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

La rémunération annuelle des autres membres du conseil est fixée à 3 878 \$ pour l'exercice financier de l'année 2021.

ARTICLE 6. RÉMUNÉRATION PAR PRÉSENCE À UNE RÉUNION DU CONSEIL

La rémunération par présence à une réunion du conseil est fixée à 162 \$ pour le préfet et à 110 \$ pour les autres membres du conseil pour l'exercice financier de l'année 2021.

ARTICLE 7. RÉMUNÉRATION PAR PRÉSENCE À UNE RÉUNION DES COMITÉS

- Comité administratif
- Bureau des délégués
- Commission d'aménagement
- Comité consultatif agricole
- Comité de sécurité publique
- Comité sécurité incendie
- Comité d'investissement commun
- Comité patronal / représentant de l'employeur
- Comité tourisme
- Comité culturel
- Comité de développement durable
- Comité local de développement social
- Comité Famille/Aînés
- Comité Signature Innovation
- Comité Soutien à la vitalisation
- Tout autre comité relevant de la MRC, d'un organisme mandataire ou supra municipal

La rémunération par présence à une réunion des comités susmentionnés est fixée à 110 \$ pour tous les membres du comité pour l'exercice financier de l'année 2021. En plus de la rémunération par présence, le président de chacun de ces comités, le cas échéant, aura droit à une rémunération maximale de 166,67 \$ par année calculée au prorata du nombre de mois pour lesquels il aura occupé sa fonction.

ARTICLE 8. COMPENSATION EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

Tout membre du conseil peut recevoir paiement d'une compensation pour perte de revenu si chacune des conditions ci-après énoncées sont remplies :

- a) l'état d'urgence est déclaré sur une portion du territoire de la MRC en vertu de la *Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3)*;
- b) le membre du conseil doit gérer, coordonner ou autrement participer aux interventions devant être effectuées par la MRC en raison de cet événement;
- c) le membre du conseil doit s'absenter de son travail pour une période consécutive de plus de quatre (4) heures et subir une perte de revenu pendant cette période d'absence.

Si le membre du conseil remplit les conditions prévues au présent article, il recevra, suite à l'acceptation du conseil, une compensation égale à la perte de revenu subie. Le membre du conseil devra remettre toute pièce justificative satisfaisante pour le conseil attestant de la perte de revenu ainsi subie.

Le paiement de la compensation sera effectué par la MRC dans les trente (30) jours de l'acceptation du conseil d'octroyer pareille compensation au membre du conseil.

ARTICLE 9. ALLOCATION DE DÉPENSES

En plus de toute rémunération ci-haut fixée, chaque membre du conseil aura droit à une allocation de dépenses d'un montant égal à la moitié du montant de leur rémunération fixée par les présentes, jusqu'à concurrence du montant maximal prévu à l'article 19 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux* et conformément à l'article 19.1 de cette loi, à titre de dédommagement pour la partie des dépenses inhérentes au poste que le membre du conseil ne se fait pas rembourser.

ARTICLE 10. INDEXATION

La rémunération de base et la rémunération additionnelle telles qu'établies par le présent règlement seront indexées d'un minimum de 2 %, pour chaque exercice financier à compter de celui qui commence après son entrée en vigueur.

Toutefois, dans le cas où l'augmentation en pourcentage de la moyenne annuelle des augmentations mensuelles, en fonction de l'indice des prix à la consommation publié par Statistiques Canada intervenu dans la période de douze (12) mois continue se terminant le 30 septembre de chaque année, est supérieure à 2 %, le pourcentage de ladite augmentation de l'indice des prix à la consommation s'appliquera.

ARTICLE 11. MODALITÉS DE VERSEMENT

Les modalités du versement de la rémunération et de l'allocation de dépenses prévues au présent règlement sont déterminées par résolution.

ARTICLE 12. APPLICATION DU RÈGLEMENT

Le directeur général et secrétaire-trésorier de la MRC est responsable de l'application du présent règlement.

ARTICLE 13. ABROGATION

Le règlement adopté en vertu des présentes abroge et remplace le Règlement numéro 270-19 fixant la rémunération des membres du conseil adopté par la MRC.

ARTICLE 14. APPLICATION RÉTROACTIVE

L'application du présent règlement est rétroactive au 1er janvier 2021.

ARTICLE 15. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

FAIT ET ADOPTÉ à la Municipalité régionale de comté de Maskinongé, ce 14 avril 2021.



Robert Lalonde, préfet



Pascale Plante, secrétaire-trésorière

ÉCHÉANCIER DES ÉTAPES DU RÈGLEMENT

RÈGLEMENT NUMÉRO DEUX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (279-21)

TITRE : RÈGLEMENT RELATIF AU TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA MRC DE MASKINONGÉ

	Date	Numéro de résolution
Avis de motion	10 février 2021	41/02/2021
Présentation et dépôt du projet de règlement	10 février 2021	41/02/2021
Avis public	17 février 2021	N/A
Adoption du règlement	14 avril 2021	106/04/2021
Entrée en vigueur	16 avril 2021	N/A